



Conseil économique et social

Distr. générale
17 août 2009
Français
Original: Anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des statisticiens européens

Groupe d'experts des recensements de la population et des habitations

Douzième réunion

Genève, 28-30 octobre 2009

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Respect des recommandations de la Conférence des statisticiens européens

Nouvelle stratégie pour le recensement de la population de 2011

Innovations et respect des recommandations de la Conférence des statisticiens européens

Note présentée par l'Institut national italien de statistique (Italie)

I. Introduction

1. Depuis 1861, l'Italie procède tous les dix ans à un recensement de la population et des habitations selon la méthode classique du dénombrement complet sur le terrain. Toutes les informations étaient entièrement collectées et dépouillées. Seul un formulaire long était traditionnellement utilisé et tous les renseignements recueillis étaient traités sans recours à des techniques de sondage.

2. Pour le recensement de 2011, plusieurs facteurs ont conduit à se poser la question de savoir s'il y avait lieu de continuer à suivre la méthode classique. Un changement important interviendra uniquement dans les grandes communes et se traduira par l'utilisation de techniques de sondage pour la collecte de données socioéconomiques. Selon cette stratégie, il faudra désormais établir des estimations concernant l'ensemble des variables socioéconomiques prévues dans le règlement de l'UE en soumettant un questionnaire long à un échantillon de ménages. Deux formulaires de recensement seront utilisés dans les communes de 20 000 habitants ou plus (et dans toutes les capitales de provinces): une version abrégée pour recueillir des données sur les caractéristiques démographiques de l'ensemble de la population résidente et une version longue destinée à un échantillon de ménages et comportant des caractéristiques démographiques ainsi que des variables socioéconomiques.

3. La nouvelle stratégie sera expérimentée dans le cadre d'une enquête pilote qui aura lieu en octobre 2009, notamment certaines innovations comme l'adoption de la matrice des liens entre les membres du ménage et la collecte de renseignements sur le pays de naissance des parents et sur les caractéristiques économiques de l'ensemble de la population active (y compris les chômeurs ayant travaillé à un moment quelconque).

II. Stratégie du recensement de la population de 2011

4. Un recensement de la population et des habitations a lieu tous les dix ans en Italie depuis 1861 selon la méthode classique du dénombrement complet sur le terrain. Des formulaires remplis par les personnes recensées elles-mêmes étaient distribués et ramassés par des enquêteurs. Toutes les informations étaient entièrement collectées et dépouillées. Seul un formulaire long était traditionnellement utilisé et tous les renseignements recueillis étaient traités sans recours à des techniques de sondage.

5. Les principaux objectifs d'un recensement sont clairement de dénombrer la population légale et de rassembler des informations sur les principales caractéristiques démographiques et socioéconomiques des résidents habituels, mais un troisième objectif important doit aussi être rempli par la même occasion: actualiser les registres de population communaux (*Anagrafi*) après avoir comparé les données recensées et les renseignements inscrits dans les registres. De fait, la loi sur les registres de population (*Regolamento Anagrafico*) prévoit de les actualiser d'après les résultats du recensement.

6. L'Institut national italien de statistique (Istat) est chargé du recensement et assume directement les tâches de conception et de coordination tandis que le travail effectif sur le terrain revient aux communes qui, dans la plupart des cas, contribuent au budget alloué par l'État en apportant leurs propres ressources financières. Les communes réalisent aussi des contrôles de la couverture en comparant les données obtenues dans le cadre du travail sur le terrain à celles des registres de population, procèdent à la première révision quantitative et qualitative des questionnaires et, enfin, révisent les registres de population à partir des résultats du recensement.

7. Le dernier recensement a eu lieu en 2001. Vingt-deux millions de ménages privés et plus de 30 000 ménages institutionnels représentant au total quelque 57 millions de personnes ont été dénombrés par 100 000 agents recenseurs et 10 000 coordinateurs, organisés en un réseau de 8 101 bureaux de recensement communaux et de 103 bureaux de recensement provinciaux.

8. Pour le recensement de 2011, plusieurs facteurs ont conduit à se poser la question de savoir s'il y avait lieu de continuer à suivre la méthode classique, à savoir: a) le travail d'organisation considérable imposé aux communes, traditionnellement exposées à une augmentation soudaine et concentrée dans le temps du volume de travail; b) la difficulté croissante pour les enquêteurs de trouver les gens chez eux à cause des changements du mode de vie et de la structure de la population (par exemple pourcentage de plus en plus élevé de ménages isolés ou de couples à double revenu et sans enfant), en particulier dans les grandes communes; et c) un souci grandissant de confidentialité.

9. Des études ont été menées au cours de ces dernières années pour déterminer les aspects essentiels de l'organisation du travail sur le terrain et ont permis d'élaborer une nouvelle stratégie. Comme il fallait réduire la charge de travail pour les communes et les personnes recensées, on a eu un recours plus intensif aux données administratives et à de nouvelles méthodes de collecte. Les recensements auront toujours pour principales caractéristiques un dénombrement complet et simultané de la population, mais le travail sur le terrain sera axé sur les registres et reposera sur de nouvelles techniques de collecte et de

nouveaux outils territoriaux destinés à améliorer la couverture et la qualité du dénombrement.

10. Le recensement *amélioré par les registres* qui existait jusqu'à présent deviendra donc un recensement *s'appuyant sur les registres*, qui sera mis en œuvre à l'aide d'*envois* de questionnaires aux ménages inscrits dans les registres de population communaux. Les questionnaires remplis par les recensés eux-mêmes seront ensuite collectés grâce à un système mixte conjuguant le recours à Internet, le *renvoi* des questionnaires, la remise de ceux-ci aux centres de collecte communaux et, enfin, une intervention des agents recenseurs auprès des retardataires.

11. Un des inconvénients majeurs de la nouvelle stratégie est le fait qu'il peut exister des erreurs dues au sous-dénombrement ou au surdénombrement dans un recensement *s'appuyant sur les registres* (en effet, des ménages inscrits dans le registre de population d'une commune pourraient ne plus y résider et, à l'inverse, des ménages y résidant effectivement pourraient ne pas être inscrits dans le registre). Le surdénombrement est corrigé «naturellement» par un comptage sur le terrain moyennant l'*envoi* de questionnaires aux unités inscrites dans le registre alors que des mesures bien précises sont nécessaires pour gérer un éventuel sous-dénombrement. Les personnes ne figurant pas dans les registres mais résidant effectivement dans la commune seront dénombrées selon l'une des deux méthodes envisageables actuellement étudiées. La première méthode prévoit de recourir au travail sur le terrain traditionnel qui sera appuyé par des sources d'informations auxiliaires. La deuxième méthode repose sur une enquête par sondage qui sera menée pendant la phase de collecte normale dans le but d'estimer le nombre d'unités manquantes dans les registres au moyen d'une analyse par *capture-recapture*.

12. La nature modulaire de la nouvelle stratégie est une de ses autres caractéristiques de base. Étant donné qu'il est nécessaire de différencier l'organisation du recensement en fonction des besoins et capacités des différents acteurs, il a fallu définir une stratégie constituée d'un ensemble de modules à appliquer avec souplesse selon l'effectif de la population de la commune, qui influe fortement sur l'incidence du recensement en matière d'organisation. Selon les informations provenant du système de surveillance du recensement de 2001, les grandes communes avaient le plus de mal à tenir les délais dans les opérations sur le terrain alors que les petites communes peinaient à faire face aux problèmes financiers, raison pour laquelle les communes ont été subdivisées selon leur taille en quatre catégories, une combinaison de modules différente étant planifiée pour chacune.

13. Un changement important visant uniquement les grandes communes consistera à établir des estimations concernant l'ensemble des variables socioéconomiques prévues dans le règlement européen. À cette fin, un *formulaire long* sera appliqué à un échantillon de ménages. Les données seront significatives au niveau du district de recensement (groupe de districts contigus et homogènes). Cinq principaux modules ont été projetés pour la nouvelle stratégie de recensement (voir le tableau).

14. Le dénombrement préalable des adresses a pour but de produire des renseignements accessoires qui serviront à limiter les sous-estimations, ce qui facilitera le recensement. Après comparaison des frais supplémentaires qu'il faut engager pour dresser une liste d'adresses pour les petites communes et des avantages qui en découlent en matière d'exactitude et de qualité, il a été décidé de limiter la planification de cette opération aux grandes communes.

15. De même, la méthode des districts de recensement et du sondage à l'aide d'un *formulaire long* s'appliquera uniquement aux grandes communes. L'établissement des districts susmentionnés est lié au besoin de produire des données de recensement représentatives au niveau infracommunal et permet en même temps de réduire

systématiquement la charge de travail pour les répondants à l'aide d'une stratégie de sondage. En revanche, une telle démarche entraînerait dans les petites communes (C_2) une diminution de la charge de travail qui n'est pas justifiée par la perte d'informations correspondante. Enfin, en ce qui concerne la catégorie intermédiaire C_1 , il serait aisé d'appliquer une stratégie de sondage uniquement en produisant des estimations représentatives à l'échelle municipale, ce qui supposerait d'importantes pertes d'informations. Les listes précensitaires seront donc utilisées, indépendamment de la taille des communes, pour faciliter le dénombrement sur le terrain et la révision des registres de population.

Tableau

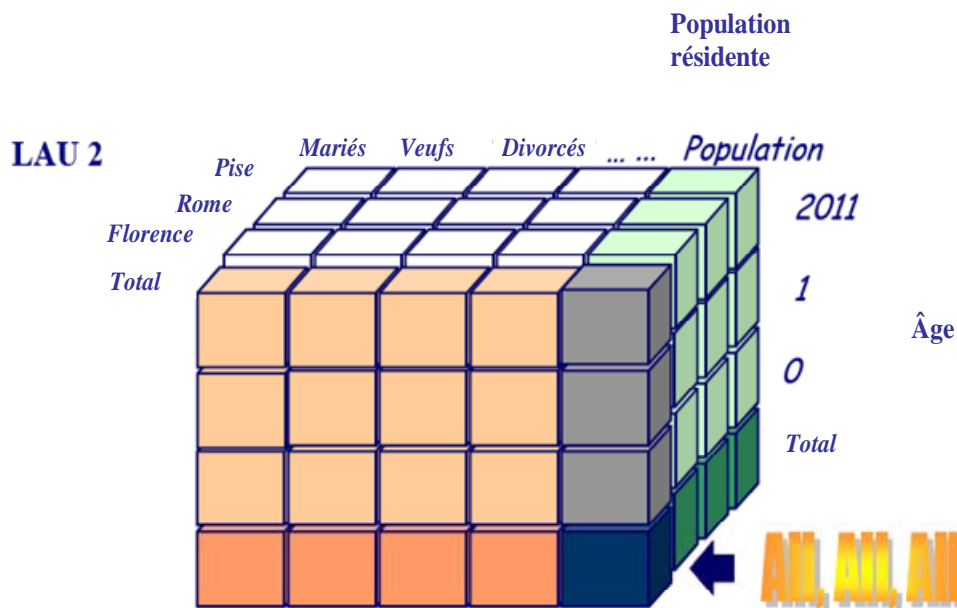
Stratégie de recensement selon l'importance démographique des communes

<i>Module</i>	<i>Type A</i> (150 000 et plus)	<i>Type B</i> (50 000-150 000)	<i>Type C₁</i> (20 000-50 000)	<i>Type C₂</i> (<20 000)
Dénombrement des adresses préalable au recensement	X	X		
Établissement des districts de recensement	X	X		
Utilisation de listes précensitaires établies d'après les registres de population	X	X	X	X
Utilisation d'échantillons de ménages pour le recensement à l'aide du <i>formulaire long</i>	X	X	X	
Révision des registres de population	X	X	X	X

III. Programme de diffusion de l'Union européenne et stratégie fondée sur le formulaire abrégé ou long

16. Ainsi qu'il a déjà été mentionné, l'une des principales caractéristiques de la stratégie adoptée par l'Italie pour le recensement de 2011 sera le recours à des techniques de sondage pour la collecte de renseignements socioéconomiques. Deux formulaires seront utilisés dans les communes de 20 000 habitants ou plus (et dans toutes les capitales de provinces): un formulaire abrégé pour la collecte de données sur les caractéristiques démographiques de l'ensemble de la population résidente et un formulaire long destiné à un échantillon de ménages et comportant des caractéristiques démographiques et des variables socioéconomiques.

Figure 1
Exemple d'hypercubes



17. Le règlement-cadre du Parlement européen et du Conseil est assorti d'une liste de caractéristiques obligatoires (caractéristiques essentielles) qui doivent être englobées dans les recensements de la population et des habitations et indiquées séparément pour les niveaux géographiques NUTS 3 et LAU 2 (en Italie, le niveau correspondant aux communes) et pour les niveaux NUTS 1 et NUTS 2.

18. Par ailleurs, Eurostat élabore actuellement deux règlements d'application avec le concours de l'équipe spéciale sur la mise en œuvre des recensements de la population et des logements dans l'UE: 1) un règlement concernant les ventilations des caractéristiques essentielles et les spécifications techniques; et 2) un règlement concernant le programme de diffusion de données statistiques et les métadonnées que tous les États membres devront communiquer à Eurostat au plus tard en mars 2014.

19. Le programme communautaire de diffusion des données de recensement est un ensemble complet d'hypercubes qui regroupe les informations essentielles susceptibles d'être tirées des caractéristiques indiquées dans le règlement-cadre (voir la figure 1).

20. Chaque État membre devra fournir à la Commission quelques hypercubes pour les niveaux LAU 2 et NUTS 2.

21. Pour le choix des caractéristiques figurant dans le formulaire abrégé ou long, il sera tenu compte de la structure des hypercubes (variables, ventilations et niveau géographique).

22. Comme les caractéristiques mentionnées uniquement dans la version longue donneront lieu à des estimations, l'Institut national italien de statistique (Istat) a décidé d'inclure dans le formulaire abrégé au moins toutes les caractéristiques nécessaires pour produire des hypercubes pour le niveau LAU 2, afin de garantir la qualité des données qui

¹ Jusqu'en mai 2009 (le règlement d'application concernant le programme de diffusion étant encore susceptible d'être modifié), 19 hypercubes avaient été définis pour le niveau LAU 2 et 109 pour le niveau NUTS 2.

devront être transmises à Eurostat. Outre les variables du formulaire abrégé, la version longue comprendra également les caractéristiques socioéconomiques essentielles indispensables à l'établissement d'hypercubes pour le niveau NUTS 2. De fait, plus le territoire de référence est vaste, plus grande devrait être la précision des estimations visant les variables du formulaire long (voir Carbonetti et Verrascina, 2009).

23. Il suffirait, pour établir les hypercubes concernant le niveau géographique LAU 2, d'indiquer dans la version abrégée exclusivement les caractéristiques nécessaires pour obtenir des renseignements sur les caractéristiques démographiques telles que les liens entre les membres d'un ménage, leur sexe, leur âge, leur situation matrimoniale légale et leur pays de nationalité. Cependant, un questionnaire abrégé comportant des variables démographiques et des caractéristiques socioéconomiques (à un niveau de classification minimal) permettrait d'obtenir des données, par exemple au sujet de l'instruction et des caractéristiques économiques, à un niveau géographique très détaillé (district de recensement), ainsi qu'un degré élevé d'exactitude, sans pour autant nécessiter un taux d'échantillonnage trop élevé². Il sera ainsi possible de répondre à tous les besoins d'informations. D'après les résultats d'une enquête menée par l'Istat en 2006 à propos de l'utilisation des données du recensement de 2001 par les organismes faisant partie du système de statistique national italien, les données les plus utilisées sont celles qui se rapportent, à un niveau géographique très détaillé, aux caractéristiques démographiques, à la situation au regard de l'activité du moment, au niveau d'instruction et aux branches d'activité économiques.

24. Trois types de formulaires de recensement seront expérimentés à l'occasion de l'enquête pilote qui aura lieu en octobre 2009: a) un *formulaire abrégé*, mentionnant exclusivement les caractéristiques démographiques nécessaires pour établir des hypercubes Eurostat pour le niveau LAU 2; b) un *formulaire intermédiaire*, qui sera utilisé dans quelques communes en remplacement du formulaire abrégé et dans lequel figureront aussi des caractéristiques portant sur l'instruction, la situation au regard de l'activité du moment et les migrations pendulaires; et c) un *formulaire long* contenant toutes les variables (caractéristiques des versions abrégée et intermédiaire ainsi que caractéristiques socioéconomiques).

25. Selon la nouvelle stratégie, le formulaire long sera appliqué à l'ensemble de la population dans les petites communes (de moins de 5 000 habitants) tandis que dans celles de plus de 5 000 habitants, le formulaire long sera adopté conjointement avec la version abrégée ou intermédiaire (par souci de simplifier le travail sur le terrain qui incombe aux communes).

26. À la fin de l'enquête, on comparera les taux de réponses spontanées (c'est-à-dire le nombre de cas ne nécessitant pas l'envoi d'un agent sur le terrain pour le ramassage du formulaire) pour le questionnaire abrégé et pour le questionnaire intermédiaire afin de décider lequel devrait être utilisé pour le recensement de 2011. Sur la base des éléments de preuve apportés par des études menées dans d'autres pays sera expérimentée l'hypothèse selon laquelle le taux de réponses spontanées est plus élevé avec un questionnaire abrégé et vice-versa. Si l'hypothèse se vérifie, il faudra trouver un juste équilibre entre deux besoins opposés, celui de produire des informations à un niveau géographique détaillé et celui d'accroître le taux de réponses spontanées pour réduire le nombre d'interventions sur le terrain.

² Il serait ainsi possible de recueillir plus de renseignements auxiliaires (pour l'ensemble de la population) qui seraient utilisés directement ou pour de petits districts afin d'établir des estimations concernant les caractéristiques figurant uniquement dans le formulaire long.

27. Il sera également procédé à des études visant à vérifier quelles caractéristiques parmi celles appliquées à l'ensemble de la population contribueraient aussi à améliorer la qualité des estimations visant les variables figurant uniquement dans le formulaire long.

IV. Le recensement de 2011 permet d'innover et de respecter les recommandations de la Conférence des statisticiens européens

28. Outre la nouvelle stratégie, des innovations seront également expérimentées dans le cadre de la prochaine enquête pilote.

29. En plus des caractéristiques essentielles énumérées dans le règlement-cadre, certaines des caractéristiques subsidiaires indiquées dans les recommandations de la Conférence des statisticiens européens seront incorporées dans les questionnaires (notamment dans la version longue). Une nouvelle stratégie de collecte sera aussi expérimentée pour certaines variables figurant dans le recensement de 2001.

30. Les principales innovations seront les suivantes:

a) Adoption de la matrice des liens entre les membres du ménage, même si elle est circonscrite à certains membres du ménage et introduction des catégories permettant de recenser les ménages avec saut de génération;

b) Ajout de deux nouvelles questions pour la collecte de renseignements sur le pays de naissance des parents;

c) Collecte d'informations concernant la caractéristique «résidence antérieure à l'étranger et année d'arrivée dans le pays»;

d) Collecte de données sur les caractéristiques de l'emploi pour l'ensemble de la population active, y compris les chômeurs ayant eu un emploi.

A. Matrice des liens entre les membres du ménage et saut de génération

31. La notion de ménage privé utilisée dans les recensements italiens est analogue à la notion de ménage-foyer des recommandations de la CEE. Par le passé, les renseignements relatifs aux liens entre les membres d'un ménage étaient recueillis à l'aide de la question ayant trait aux liens avec la personne de référence du ménage. En 2001, de nouvelles possibilités de réponses à la même question avaient été ajoutées (la catégorie «enfant» avait été subdivisée en trois: enfant de la personne de référence et de son partenaire, enfant de la personne de référence uniquement, enfant du partenaire de la personne de référence uniquement) pour identifier les familles recomposées (à supposer que la majorité des liens de ce type existent entre la personne de référence ou son conjoint/partenaire et leurs enfants vivant sous le même toit). Toutefois, même si cette légère modification permet d'obtenir des estimations fiables concernant les familles recomposées en maintenant la question aussi simple que possible, cela ne résout pas le problème de l'identification de tous les noyaux familiaux des ménages comprenant plusieurs familles.

32. Une matrice partielle des liens entre les membres du ménage sera expérimentée dans l'enquête pilote de 2009. Pour mieux cerner les liens entre les conjoints/partenaires et leurs enfants vivant sous le même toit, il sera demandé au répondant de compléter un tableau indiquant tous les membres du foyer et d'inscrire le code correspondant à son père/sa mère, son conjoint/partenaire (s'ils vivent sous le même toit). Ainsi, tous les noyaux familiaux pourront être recensés sans qu'il soit nécessaire de demander à tous les membres du ménage leur lien avec tous les autres membres (cette méthode diffère de celle de la matrice des liens entre les membres du ménage). En parallèle, il sera possible de déterminer la

plupart des liens entre tous les membres du ménage, puisque la question classique des liens sera également maintenue. Cela étant, comme le questionnaire sera complété par le répondant lui-même, il lui sera peut-être trop difficile de gérer cette méthode car il n'aura pas à donner une simple réponse, mais aussi à effectuer une opération de codage.

33. Une étude cognitive menée par l'Institut des sciences et techniques cognitives du Conseil de recherche national permettra aussi d'évaluer si la méthode susmentionnée est applicable à la collecte des renseignements nécessaires pour définir la structure des ménages.

B. Résidence antérieure à l'étranger et pays de naissance des parents

34. Le pays de naissance des parents est une caractéristique subsidiaire qu'il est cependant recommandé d'appliquer aux pays comptant un nombre élevé d'immigrants pour déterminer le groupe des descendants d'immigrants.

35. En Italie, le nombre de ressortissants étrangers a considérablement augmenté depuis le recensement de 2001, mais la population, plus importante, issue de l'immigration (y compris les ressortissants étrangers, les immigrants de deuxième génération et les personnes naturalisées) enregistra une progression encore plus prononcée.

36. On a tenté d'estimer le nombre de descendants de personnes nées à l'étranger à partir des données de 2001 (voir Bonifazi *et al.*, 2008) en s'appuyant sur les renseignements concernant la nationalité des parents de tous les enfants âgés de moins de 18 ans (puisque la question relative à la nationalité des parents ne figurait pas dans le questionnaire, ce renseignement était disponible uniquement pour les personnes vivant avec leurs parents sous le même toit).

37. Selon toute probabilité, le nombre déjà sous-estimé de près de 2 millions de résidents d'origine étrangère (obtenu en additionnant les étrangers, les Italiens naturalisés et les Italiens de naissance dont l'un des parents au moins est étranger ou naturalisé) continuera à progresser. De fait, le groupe des personnes italiennes de naissance dont au moins l'un des parents est d'origine étrangère gagnera en importance en raison de la multiplication des couples mixtes et des acquisitions de la nationalité, à la fois par un mariage ou par une naturalisation ordinaire. Partant, la collecte d'informations sur le pays de naissance des parents serait d'un grand intérêt bien qu'elle alourdisse à l'évidence la charge de travail statistique pesant sur le répondant. De plus, celui-ci pourrait avoir du mal à répondre une telle question car elle ne le concerne pas directement. Au vu de son utilité pour la collecte de renseignements sur les processus d'intégration, la caractéristique sera incluse dans le formulaire long expérimenté au cours de l'enquête pilote de 2009.

38. Enfin, une autre caractéristique nouvelle sera incorporée dans le questionnaire long pour déterminer le groupe des personnes ayant migré. Il sera demandé à tous les individus s'ils n'ont jamais eu une résidence habituelle à l'étranger et à ceux qui ont résidé à l'étranger à un moment quelconque de fournir des renseignements sur l'année de la dernière arrivée en Italie et le pays précédent de résidence habituelle. Il s'agit d'une caractéristique essentielle (résidence antérieure à l'étranger et année d'arrivée dans le pays) et l'information est utile dans un ancien pays d'émigration comme l'Italie car elle permet d'identifier les anciens émigrants parmi les Italiens de naissance résidant actuellement dans le pays.

C. Collecte de données sur les caractéristiques de l'emploi des chômeurs

39. En application du règlement communautaire, les États membres devront réunir non seulement des informations sur la profession, la branche d'activité économique et la situation dans la profession pour les personnes pourvues d'un emploi pendant la semaine de référence, mais aussi des renseignements concernant leur emploi le plus récent pour les chômeurs qui ont eu un emploi à un moment quelconque.

40. De la même manière, les recommandations de la Conférence des statisticiens européens pour le recensement de 2010 (comme les recommandations pour 2000) soulignent qu'«[i]l faudrait classer les informations concernant les chômeurs selon la profession, la branche d'activité économique, la situation dans la profession, et le secteur sur la base du dernier emploi que les personnes considérées ont occupé. La collecte de données sur les caractéristiques du dernier emploi (le cas échéant) est particulièrement importante pour que les utilisateurs puissent disposer d'informations sur les caractéristiques des chômeurs afin de répertorier les domaines spécifiques de l'économie et les professions auxquels ils appartiennent, ainsi que leurs compétences particulières».

41. Dans le recensement de la population de 2001, on a réuni des données sur les caractéristiques de l'emploi uniquement pour les personnes pourvues d'un emploi. Cette décision reposait sur les résultats de la deuxième enquête pilote d'avril 2000, à l'occasion de laquelle avait été enregistré, pour les chômeurs, un taux de non-réponse très élevé aux questions relatives aux caractéristiques de leur dernier emploi. En général, la partie du questionnaire ayant trait aux caractéristiques économiques est celle à laquelle il est le plus compliqué de répondre. En outre, dans l'enquête pilote de 2000, un sentiment de colère causé par leur situation au regard de l'activité du moment avait peut-être empêché les chômeurs de fournir des renseignements sur l'emploi qu'ils avaient perdu.

42. Conformément au règlement d'application et aux recommandations de la Conférence des statisticiens européens, la collecte des données sur les caractéristiques de l'emploi de l'ensemble de la population active sera de nouveau expérimentée pendant l'enquête pilote de 2009. Tant les personnes pourvues d'un emploi que les chômeurs seront classés en fonction de leur profession, de leur branche d'activité économique et de leur situation dans la profession, ainsi qu'en fonction du temps de travail habituel³ et du travail à temps partiel.

43. À la fin de l'enquête, les taux de réponses et la qualité des données réunies seront analysés. La qualité des estimations par sondage sera également évaluée puisque les questions sur les caractéristiques de l'emploi figureront uniquement dans le formulaire long.

³ Cette caractéristique a été retenue conformément aux recommandations de la Conférence des statisticiens européens. En 2001, des informations ont été réunies au sujet du temps de travail effectif pendant la semaine de référence.

Bibliographie

Bonifazi C., Gallo G., Strozza S., Zindato D., (2008) *Foreign and immigrant population: definition, categories and characteristics*, Migration Studies, Volume XLV, n. 171, July-September 2008.

Crescenzi F., Fortini M., Gallo G., Mancini A., (2009) La progettazione dei censimenti generali 2010-2011. 6 – Linee generali di impostazione metodologica, tecnica e organizzativa del 15° Censimento generale della popolazione, *Documenti ISTAT*, n.6/2009, <http://www.istat.it/dati/pubbsci/documenti/documenti2009.html>.

Dardanelli S., Mastroluca S., Sasso A., Verrascina M., (2009) La progettazione dei Censimenti Generali 2010-2011. 5 – Novità di regolamentazione internazionale per il 15° Censimento generale della popolazione e delle abitazioni, *Documenti ISTAT*, n.1/2009, <http://www.istat.it/dati/pubbsci/documenti/documenti2009.html>.

Fortini M., Zindato D., (2008), The 2011 Italian population and housing census: innovations and challenges, «Les lundis de l'INED», Paris, INED (Institut national d'études démographiques), Salle Sauvy, 17/04/08, http://www.ined.fr/fr/rendez_vous/lundis_ined/bdd/rendez_vous/260/.

Istat, (2009), Accuracy evaluation of Nuts level 2 hypercubes with the adoption of a sampling strategy in the 2011 Italian Population census, *Réunion commune CEE/Eurostat sur les recensements de la population et du logement*, 28 au 30 octobre 2009, Genève (Suisse).
